

CGT FINANCES PUBLIQUES – MONTREUIL
CEN 14, 15, 16 décembre 2021
en mixte
RELEVÉS DE DÉCISIONS

SEANCE 14 décembre *matin et après-midi*

objet : revendicatif

Présidence : BN / présence matin 36 et après-midi 37

+ présence invitée : UFSE : Céline VERZELETTI – / Fédé : Alexandre DERIGNY / CFC *ALAIN KAC / Fred COUCHOUD pour Rhône Alpes*

C MAZAUD (intégrat° BN 1/9/21)

rapport introductif revendicatif en fin de RDD

Le rapport introductif revient sur la situation et la position de la CGT au niveau international, national, Fonction Publique et DGFIP.

Il est rappelé que la CGT demande la reconnaissance de la Palestine en tant qu'Etat. La France va entamer la Présidence européenne. La question des salaires reste une préoccupation de la CGT avec une campagne nationale << augmenter les salaires c'est possible >>. La situation dans les DOM est évoquée avec la proposition d'une motion de soutien aux luttes et /ou aux agents de la DGFIP.

La journée d'action des retraités impulsée par l'U.F.R. le 2 décembre a été soulignée. Le chiffre alarmant des 108 féminicides en France depuis le début de l'année est précisé.

Une journée de mobilisation interprofessionnelle est prévue fin janvier.

Au niveau Fonction Publique, la CGT a quitté la conférence salariale et souhaite une réelle négociation en 2022. Une visioconférence fédérale s'est tenue sur le sujet du protocole télétravail ministériel. Une autre s'est tenue sur le protocole d'accord de méthode pour engager les prochaines négociations. La CGT ne pouvait pas refuser seule de signer cet accord au risque d'être exclue des négociations.

Concernant la DGFIP, la crise sanitaire est évoquée avec une incitation plus forte de la Direction Générale au télétravail et le renforcement des gestes barrières. Une pétition des Centres de Contact est en cours de préparation, si possible en intersyndicale. Des discussions sont en cours avec les autres organisations. Les échanges entretenus avec les sections lors des journées organisées sur le thème de l'enveloppe prévue à l'issue des négociations sur l'amélioration du cadre de vie au travail des agents ont été très constructifs. La CGT a boycotté le CTR emplois/budget en intersyndicale.

La CGT progresse aux élections de l'ENFIP. Un mouvement de grève des enseignants est en cours très largement suivi dans les établissements.

Concernant les réformes, celle du rapprochement de l'URSSAF avec la DGFIP se profile et doit retenir l'attention.

Le débat revendicatif s'est ouvert sur les différents points abordés :

Journée d'action fin janvier :

Lors du débat, la question se pose d'un appel ferme à la grève sans connaître précisément le mot d'ordre de l'appel, et la capacité des sections à mobiliser dans la période et dans un temps aussi court. Cependant, la journée de mobilisation est légitime et les revendications ont du sens.

La question du pouvoir d'achat est essentielle. L'augmentation du point d'indice, la revalorisation des grilles indiciaires, l'égalité salariale entre les hommes et les femmes sont une nécessité. Les motifs d'actions peuvent s'appuyer sur les CTL emplois, le NRP qui se met en place, les conditions de travail, la destruction du statut de la Fonction Publique...

Un vote est proposé sur la rédaction d'un tract impulsant la mobilisation selon deux modalités soit :

— pour un appel ferme à la grève

Vote : **POUR 15** ; CONTRE 0 ; ABST 0 ; NPPV 0

— pour un appel à la mobilisation y compris par la grève

Vote : **POUR 18** ; CONTRE 0 ; ABST 0 ; NPPV 0

Code de la Fonction Publique :

Abordé lors des débats, le Syndicat National n'est pas en capacité à ce stade d'en donner une analyse politique fine. Le sujet est compliqué et il est bien envisagé de s'en emparer. L'idée de créer un collectif pour mener ce travail est retenue. Le sujet sera à l'ordre du jour d'une prochaine CEN.

Dans cette attente, il est décidé suite à un vote, une expression nationale généraliste sur les dangers que pourraient constituer la codification du statut.

Vote : **POUR 19** ; CONTRE 8 ; ABST 9 ; NPPV 0

Négociations sur la Protection Sociale Complémentaire :

Les négociations se poursuivent avec des évolutions notamment l'intégration des retraités dans les dispositifs. La suggestion d'une consultation des sections sur ce que portera la CEN à l'UFSE pour signer ou non l'accord de la P.S.C. a été proposée et soumise au vote. Cette question de la consultation des sections concernant les décisions à prendre devra faire l'objet d'un débat spécifique car elle n'est pas prévue par les statuts du syndicat.

Vote : POUR 6 ; **CONTRE 28** ; ABST 1 ; NPPV 0

Contractuels :

La CEN rappelle que les contractuels sont de plus en plus nombreux avec leurs problématiques.

La question de leur approche, de leur syndicalisation se pose.

Une campagne sera menée à destination de cette catégorie de personnels

Divers :

Des décisions sont intégrées au relevé suite à l'intervention des camarades :

Une fiche méthodologique sera rédigée concernant le traitement des demandes ou refus de télétravail. Le travail à distance sera aussi étudié.

Rappeler aux sections qu'elles doivent veiller à modifier l'adresse des camarades partant à la retraite dans le logiciel. Un rapprochement de la CEN avec l'U.F.R. sera effectué.

Une motion de soutien sera adressée aux grévistes de l'ENFIP.

La pétition concernant les Centres de Contacts sera diffusée en reprenant ou pas les exigences des autres organisations dans sa rédaction.

La motion aux agents des DOM sera adressée.

Une campagne sera aussi engagée sur l'unification du recouvrement fiscal et social.

Vote Global de la synthèse :

POUR 37 ; CONTRE 0 ; ABST 0 ; NPPV 0

SEANCE 15 décembre *matin*

objet : ateliers sur 2 thèmes

- la place et le rôle de l'élu-e CEN dans le syndicat
- perspectives d'actions pour la CEN avec les sections jusqu'au congrès 2023, avec les élections professionnelles

SEANCE 15 décembre *après-midi*

objet : Restitut° des ateliers

Présidence : BN / présence : 38

présence invitée : CFC : A KAC / Fred COUCHOUD pour Rhône Alpes

C MAZAUD (intégrat° BN 1/9/21)

Après la restitution des ateliers sont mises aux votes les propositions suivantes :

- acter la mobilisation de toute la CEN par le renforcement des collectifs locaux et l'envoi par chaque membre de ses disponibilités.
- constitution d'un collectif CEN chargé d'établir processus et planning d'interventions.

POUR 30 ; CONTRE 0 ; ABST 4 ; NPPV 0

SEANCE 16 décembre *matin*

objet : bilan Droits Syndicaux 2021 / Droits confédéralisés 2022 / clé de répartition / bilan FNI / Polfi et barème 2022

Présidence : BN / présence : 39

présence invitée : Fédé : Laurent PERIN – / CFC A KAC / Fred COUCHOUD pour Rhône Alpes

C MAZAUD (intégrat° BN 1/9/21)

Bilan des droits syndicaux 2021 :

- les sections auront la compensation des droits utilisés par des militants dans le cadre d'une activité nationale (CEN et collectifs, ENFIP, CAPN... etc)
- 55 sections sur 124 ont répondu à la demande du syndicat national : fournir leur consommation de droits syndicaux et prévisionnel pour la fin d'année avec tableur.
- Quelques sections ont fait une demande complémentaire de CTS, demande supérieure à leur attribution déterminée par la clé de répartition

Vote sur l'attribution de CTS supplémentaire à hauteur des demandes

Vote : **POUR 38 ; CONTRE 0 ; ABST 0 ; NPPV 0**

Droits interpro :

La direction fédérale (Fédération des Finances) a décidé d'attribuer une enveloppe de CTS à hauteur de 11 % du total des droits pour répondre aux besoins dans le champ de l'activité interprofessionnelle (UD-UL-Conf... etc)

CTS 2022

— vu le contexte sanitaire en 2021, le ministère a de nouveau accepté de reporter sur 2022 les CTS non utilisés en 2021

- attribution d'une enveloppe supplémentaire de CTS dans le cadre des élections professionnelles
- neutralisation par le ministère des droits utilisés par certains camarades et par les départs en retraite en 2022 (c'est-à-dire que les droits consommés par ces camarades ne seront pas comptabilisés)

Nouvelle clé de répartition pour l'attribution de CTS aux sections

- suppression du critère du nombre de site
- instauration d'un nouveau critère : nombre de départements de la compétence territoriale de chaque section pour 2,5 % des CTS
- pondérer les 3 autres critères au même niveau soit 32,5 % des CTS par critère (Nombre d'agents dans la direction territoriale, Nombre de syndiqués CGT dans la direction territoriale, résultat aux élections dans la direction territoriale)

Report du vote à la prochaine CEN avec envoi au préalable des documents et simulations

POLITIQUE FINANCIÈRE

Bilan FNI et rapprochement financier

- de nouveau, trop de sections sont en retard dans le reversement des cotisations
- un nombre important de sections n'a rien reversé depuis le début de l'année
- Bilan comptable du syndicat national : équilibré
- souscription nationale :
 - en 2018 et 2019, le bénéfice est compris entre 25 000 et 30 000 €
 - en 2020, il est de 13 000 €

Barème 2022

Vote sur l'augmentation du barème de 2 % et installation d'un barème pour les contractuels à hauteur de 0,75 % (« cadre A »), de 0,72 % (« cadres B ») et 0,68 % (« cadre C ») du traitement brut : 26 Pour, 4 Abstentions, 4 contre

Vote : **POUR 26** ; CONTRE 4 ; ABST 4 ; NPPV 0

SEANCE 16 décembre après-midi

objet : Restitut° de collectifs

Présidence : BN / présence : 41

présence invitée : CFC : A KAC / Fred COUCHOUD pour Rhône Alpes

C MAZAUD (intégrat° BN 1/9/21)

Collectif Patrimoine

Proposition d'un questionnaire à envoyer à tous les partis politiques à l'exception des partis d'extrême droite.

Vote : POUR 14 ; **CONTRE 16** ; ABST 7 ; NPPV 2

Collectif Elections

Le collectif souhaite que les tracts missions soient rédigés fin janvier, début février au plus tard.

CAPN : il faut 8 titulaires et 8 suppléants par catégorie et actuellement nous disposons de :

- CAPN C : 3 OK et 2 à revoir
- CAPN B : pas de candidat-e, 1 en réflexion et 2 géos acceptent de recandidater
- CAPN A : 1 recandidature et 1 *remplissage* ?

Propositions de 2 demi-journées visio avec les sections sur le thème des élections professionnelles

Vote : POUR 25 ; CONTRE 11 ; ABST 2 ; NPPV 0

Collectif Droits et Garanties

Est envisagée une journée section sur :

- l'évaluation professionnelle
- les mutations
- l'aspect pluriannuel
- promotion des dirigeants syndicaux

Pour information complémentaire :

- projet d'une 1/2 journée d'information sur le foncier innovant début février avec les géomètres
- début du préavis de grève pour 2022 à compter du 2 janvier et pour 6 mois.
- Suite à un problème de racisme entre adhérents d'une même section, il a été décidé qu'un courrier de soutien à la victime serait adressé à la victime au nom de la CEN et de la secrétaire générale

Rapport revendicatif CEN des 14,15 et 16 décembre 2021

Actualité internationale

Le 29 novembre dernier a eu lieu la journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, elle est l'occasion pour ses soutiens de redire leur engagement.

À Gaza, la situation des deux millions d'habitants est dramatique. Hala Abou-Hassira, ambassadrice et cheffe de la mission de Palestine, parle de « prison à ciel ouvert », expliquant que 60 % de la population active est au chômage. « Les soins médicaux sont extrêmement limités, l'électricité coupée. Les jeunes sont obligés de fuir cet enfer et se noient dans la mer en cherchant une vie normale. »

Chaque jour, les Palestiniens qui vont travailler en Israël doivent subir des heures de trajets même s'ils habitent à quelques kilomètres de leur lieu de travail. Ils endurent retards et humiliations aux check points tenus par l'armée israélienne.

Engagée depuis longtemps sur la question palestinienne, la CGT demande que la Palestine soit reconnue en tant qu'État.

Récemment, la CGT a participé à l'initiative d'une lettre adressée aux chefs de la diplomatie européennes. Ce courrier leur demande de reconnaître sans délai l'Etat de Palestine et d'intervenir dans ce sens auprès de la communauté des Nations.

En Mars 2021, aura lieu à Montreuil une quinzaine culturelle palestinienne, au sein de laquelle sera organisée une conférence sur le syndicalisme en Palestine.

Europe

La France va entamer la présidence de l'union européenne. Ne pas reporter cette présidence est une faute politique du président Macron puisque nous entrons dans une année d'élection présidentielle. Il s'en servira tant qu'il ne se déclare pas candidat et comme il profite déjà des médias... référence à ses dernières allocutions qui sous prétexte de la crise sanitaire, lui ont surtout permis de parler de son bilan et même de ses perspectives.

France

Il est difficile de ne pas évoquer les inquiétudes qui pèsent sur les élections présidentielles au vu du débat médiatique confisqué par les idées d'extrême droite, et le manque d'espoir que suscitent ces élections pour les citoyens « de gauche ».

La CGT bataille pour imposer dans le débat les réelles préoccupations des salariés et en premier lieu sur la question des salaires, à ce titre sur le site de la CGT un dossier « Campagne Augmenter les salaires c'est possible ». Une tribune/pétition reprise par Le Monde signée par nombre de syndicalistes, membres d'associations, économistes est à signer en ligne.

Violences faites aux femmes : A la date du 11 décembre 108 femmes ont été tuées par leur conjoint ou ex-conjoint. Dans la société et à la CGT ce sujet doit être plus que jamais d'actualité, les violences perdurent, lutter contre ces violences y compris en interne ne doit plus révéler que du simple affichage.

Sur ce sujet, l'administration met en place une formation contre les violences faites aux femmes. La DG a déjà demandé aux permanents nationaux de s'y inscrire. Le BN a pris la décision d'y inscrire tout le bureau national afin de montrer l'importance de cet enjeu pour notre syndicat.

Fonction publique

La CGT a quitté la conférence salariale et revendique une vraie négociation en 2022.

Le congrès de l'UFSE s'est tenu en novembre et a voté une orientation tout comme quelques modifications statutaires (nous ferons un compte rendu de ce congrès ainsi que de celui de l'UGiCT durant notre CEN mais hors du débat sur l'actualité revendicative). La CE nouvellement élue s'est réunie une première fois pour commencer à travailler à la mise en œuvre. La CGT Fip est intervenue pour demander une analyse politique et un communiqué en urgence sur la codification du statut.

Fédération

Une DF a eu lieu également, où un débat a été organisé autour du sujet des violences faites aux femmes. Une DF en visio s'est déroulé concernant le Protocole télétravail ministériel, non signature de l'accord de méthode si en intersyndicale, a minima CGT Solidaires, si DGT seule alors signature de l'accord de méthode. Solidaires a refusé de se prononcer, la CGT a donc signé l'accord de méthode.

Journée interpro

Dans ces deux instances, il a été question d'une journée interpro et intersyndicale fin janvier début février, avec organisation de meeting mi janvier pour impulser l'action au plus près du terrain. Dans les 2 instances, j'ai émis des réserves sur cette journée, mais à titre personnel puisque notre CE n'avait pas encore décidé d'un appel ou non à cette journée de mobilisation. Nous devons donc avoir un débat et décider d'un appel à cette journée ou non et sous quelle forme... Sachant que le matériel, dates modalités etc ne pourront pas être discutés avec les agents avant au mieux la rentrée de janvier.

DGFIP

Comme vous l'avez vu : visio DG (télétravail – mesures barrières – arbre de Noël, etc.)

Une pétition pour les CDC a été initiée par les collègues de Lens, elle a vocation à être déployée au niveau national et à être intersyndicale.

Enveloppe 3 : les 2 journées en visio ont été très constructive (donner précision sur vote accord et chèque culture cinéma)

Le CTR suppression emploi (les 2 convocations) a été boycotté en intersyndical avec communiqué commun. Dernier communiqué commun avant la bataille électorale ??

Au niveau des élections à l'ENFiP la CGT progresse dans les 3 conseils de promotion : 2 sièges sur 5 à l'école de Toulouse et 2 sur 8 pour les A et les B.

Présence CEN décembre 2021

		14 MAT	14 APM	15 MAT	15 APM	16 MAT	16 APM
<i>Présidence ⇨</i>		<i>Bureau National</i>					
ABDEDDAIM	ZAHIA	/	/	/	/	/	/
ARTEAUD	MARIELLE	P	P	P	P	P	P
AUTHIER	DANIEL	P	P	P	P	P	P
BALDO	PASCALE	P	P	P	P	P	P
BANCON	LAURENT	P	P	P	P	P	P
BAUDET	GILLES	/	/	P	P	P	P
BERNARDEAU	SYLVAIN	P	P	P	P	P	P
BIDAUX	EMMANUELLE	P	P	P	P	P	P
BOREL	MARIE-PIERRE	P	P	P	P	P	P
BOUCHET-SCARPONI	YOLANDE	P	P	P	P	P	P
BOURDEAU	AXEL	P	P	P	P	P	P
CARPENTIER	SYLVAIN	P	P	P	P	P	P
CHABROULET	ERIC	P	P	P	P	P	P
CINQ	VERONIQUE	P	P	P	P	P	P
CRASTE	PHILIPPE	P	P	P	P	P	P
DAIREAUX	MONIQUE	P	P	P	P	P	P
DAMPENON	FABIEN	P	P	P	P	P	P
DE COSTER	FANNY	P	P	P	P	P	P
DEVAUX	ALAIN	P	P	/	/	P	P
FAURE	CYRIL	/	/	P	P	/	P
FUSIL	PASCAL	P	P	P	P	P	P
GARCIA	BENOIT	/	/	/	/	/	/
GORY	PHILIPPE	/	/	/	/	/	/
GUERRA	HELENE	P	P	/	/	P	P
GUSTAVE	CHARLES-HENRY	/	/	/	/	/	/
HOUDRIL	BERTRAND	P	P	P	P	P	P
LAPLAGNE	DIDIER	/	P	P	P	P	P
LOUGNON	MARIE-CLAUDE	P	P	P	P	P	P
MARTINE	CATHERINE	P	P	P	P	P	P
MONZIOLS	BRUNO	P	P	P	P	P	P
ODIT	YOHAN	P	P	P	P	P	P
PASCALIDES	VERONIQUE	P	P	P	P	P	P
RABILLARD	MICHEL	/	/	P	P	P	P
RISACHER	AGNES	P	P	P	P	P	P
SARRABAYROUSE	PATRICK	P	P	P	P	P	P
SCALBERT	FRED	P	P	P	P	P	P
SERVEL	JEAN-MARC	P	P	P	P	P	P
SOTTET	FRED	/	/	P	P	P	P
STEPHAN	JACQUES	P	P	P	P	P	P
THIRION	NICOLAS	P	P	P	P	P	P
THOMAS	CLEMENCE	P	P	P	P	P	P
VILLOIS	OLIVIER	P	P	P	P	P	P
VIRGILI	REMI	P	P	P	P	P	P
WEBER	SEBASTIEN	P	P	/	/	P	P
ZERAR	SAID	P	P	P	P	P	P
		36 sur 45	37 sur 45	38 sur 45	38 sur 45	40 sur 45	41 sur 45